


P. LE BELLER



DAU

Délibération n° 2013/177

Conseil Municipal du 01 octobre 2013

N° 39

**CLOS SAINT ANTOINE - RETROCESSION DE LA VOIRIE -
AUTORISATION**

Chers Collègues,

Un lotissement dénommé « Le Clos Saint Antoine » a été édifié dans le cadre d'un permis de construire portant le numéro 7649800E0046 en date du 30 novembre 2000 sur un terrain sis à PETIT-QUEVILLY cadastré section AI numéros 488, 489, 490, 491, 492, 494, 495 et 499. Ce lotissement se décompose en 12 lots : 11 lots à bâtir (aujourd'hui bâtis) et un lot de voirie.

Monsieur Robert MERG, gérant de la SCCV LE CLOS SAINT ANTOINE, a sollicité la commune par courrier en date du 11 février 2009 pour procéder à la rétrocession de la voirie cadastrée section AI numéro 499 pour 879 m². Cette voirie se compose d'une voie de desserte débouchant sur la rue Kennedy, d'une raquette de retournement et d'une sente piétonne pour rejoindre la rue du 19 Mars 1962.

Une procédure avait été lancée pour la rétrocession de la voirie et une délibération avait été prise le 22 juin 2009. La procédure n'ayant pas été, à l'époque, menée à son terme, il convient d'en relancer une nouvelle à ce jour.

Il vous est donc proposé d'autoriser la rétrocession à titre gratuit de la parcelle cadastrée section AI numéro 499 pour une superficie de 879 m² afin de l'incorporer dans le domaine public de la Ville.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2241-1,
Vu le courrier en date du 11 février 2009,

Considérant le souhait de la Ville de signer la rétrocession de la voirie du Clos Saint Antoine,

Le Conseil, après en avoir délibéré,

1/ ADOPTE le rapport ci-dessus ;

2/ DECIDE la rétrocession à titre gratuit de la parcelle sise à PETIT-QUEVILLY cadastrée section AI numéro 499 pour 879 m² afin de l'incorporer dans le domaine public.

3/ AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents et actes nécessaires à la bonne réalisation de cette affaire.

4/ la délibération du 22 juin 2009 sous le numéro 20090112 est abrogée.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE

Le Maire certifie que la présente délibération est exécutoire en application de l'article 2 modifié de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982

Le Maire certifie que la présente délibération a été régulièrement notifiée, affichée ou publiée le 04 octobre 2013

Pour expédition certifiée conforme
Le Maire,



Frédéric SANCHEZ

Section AH

